



Budget des lycées d'Île-de-France Toujours plus d'inégalités, de discrimination et de sécuritaire !

Démographie des lycées : ça craque !

Notre région connaît une forte progression démographique. Ni l'Education Nationale, ni le Conseil Régional n'ont mis les moyens pour y faire face. Pour cette rentrée, la région inaugure seulement deux lycées (Pierrefitte et Palaiseau). Concernant les profils de ces deux lycées, on peut remarquer une différence assez nette. Le lycée international de Palaiseau a la particularité de regrouper des territoires favorisés et un petit bout de Massy, un seul collège REP. Le territoire de Pierrefitte présente un profil exactement à l'opposé, avec assez peu de collèges non classés dans son secteur de recrutement. Nous constatons un écart de financement majeur au niveau du financement par élève : 47,4 millions d'euros pour 1400 places à Palaiseau (91) et 38,7 millions d'euros pour 1200 places à Pierrefitte sur Seine (93). C'est 1600 euros/élèves de moins pour les élèves les plus pauvres.

Personnels de la région, toujours plus de précarité !

La région a expérimenté une dérégulation, avec la mise en place d'un remplacement par intérim. Nous avons de très nombreuses remontées qui font état d'un manque de personnels. Il n'y a donc pas d'amélioration du remplacement mais bien une attaque du statut de la Fonction Publique Territoriale générant une dégradation du service public alors même que des entreprises privées reçoivent de l'argent public pour des missions relevant du service public.

Budget des lycées : on discrimine aussi !

La région installe un nouveau mode de calcul des budgets. Certaines dotations qui compensaient des inégalités disparaissent, comme par exemple, « éloignements » qui profitait aux lycées qui ont des coûts de transports importants pour accéder aux lieux de cultures.

La Dotation de solidarité est calculée à l'intérieur de l'établissement selon différentes catégories (CPGE ; lycée GT ; lycée Pro...) et différents seuils. L'utilisation de médianes différentes selon les publics génère toujours une discrimination des publics les plus fragiles. La région présente ça comme une avancée : sauf que les chiffres montrent le contraire. La dotation de solidarité passe de 45 €/élève à 30€/élève (2022 : 5,6 M€ 184 011 élèves contre 2021 : 5,7 M€ 126 669 élèves).

Le tout sécuritaire !

Dans la période de crise sanitaire et sociale majeure que subissent de plein fouet les familles et les élèves, le nombre de postes vacants d'Assistants-Sociaux et d'infirmières nous alerte particulièrement en cette rentrée. Dans son dossier de presse de rentrée, la région communique fortement sur sa politique sécuritaire, avec ses brigades mobiles de sécurité et une généralisation de la vidéosurveillance (en oubliant visiblement de passer par la CNIL). Cet affichage sécuritaire n'est absolument pas à la hauteur des enjeux et laisse entendre que la solution réside dans un simple contrôle de nos élèves à l'intérieur des lycées.

Nos élèves ont besoin d'actions sociales, de santé, pour cela nos lycées ont besoin de plus de personnels de santé, d'assistant.es de service social, de personnels de vie scolaire et d'éducation et aussi d'agent.es d'entretien permettant la mise en place d'un cadre de vie serein pour l'ensemble de la communauté éducative. Ce dont nos élèves ont besoin, ce sont des conditions d'études dignes, dans des lycées à taille humaine. Pour cela, la CGT revendique un plan d'urgence pour l'éducation nationale mais aussi au niveau de la région Île-de-France.

Montreuil, le 6 octobre